

Avant-propos

Jean-Sébastien Rioux

Volume 33, numéro 4, décembre 2002

Les défis de la politique étrangère du Canada depuis le 11 septembre 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006657ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006657ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Rioux, J.-S. (2002). Avant-propos. *Études internationales*, 33(4), 617–619.
<https://doi.org/10.7202/006657ar>

Avant-propos

Une des questions que les étudiants et spécialistes en relations internationales se posent depuis plus d'un an pourrait se résumer ainsi : le 11 septembre représente-t-il une rupture en relations internationales, un événement transcendant qui changera fondamentalement la donne géopolitique ? C'est apparemment bien le cas en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique : « l'après-11 septembre » semble effectivement en mesure de devenir le nouveau principe organisateur de la politique étrangère et interne de ce pays, remplaçant ainsi la lutte au communisme de l'époque de la guerre froide. Dans les minutes qui ont suivi les attentats terroristes, le Canada a, bien malgré lui, été un participant au drame lorsque la frontière fut bloquée et qu'il accueillit, entre autres, des dizaines de milliers de voyageurs. Mais à long terme, que pourrions-nous dire ? Le 11 septembre aura-t-il un impact aussi important pour le Canada ? Nous tentons, dans ce numéro spécial de la revue *Études internationales*, de faire un bilan des conséquences sur les politiques internes et particulièrement sur le rôle international du Canada dans l'après-11 septembre.

Cette série d'articles exploratoires tire son origine du panel intitulé « Les nouveaux défis de la politique étrangère du Canada » que nous avons organisé dans le cadre du colloque annuel de l'Association canadienne de science politique qui eut lieu à l'Université de Toronto le 31 mai 2002. Les textes de Andy Cooper, Nelson Michaud, Stéphane Roussel et Jean-Sébastien Rioux ont ainsi vu le jour sur ce panel ; les textes d'Evan H. Potter et de Paul Gecelovsky furent présentés au même colloque mais dans le cadre d'autres activités. Nous trouvons néanmoins qu'ils complétaient bien la réflexion que nous avons entamée et nous remercions l'ensemble des participants pour leur contribution à ce projet, particulièrement Kim Nossal qui a pris le temps d'écrire une excellente introduction pour ce numéro spécial. Deux mois après le colloque, les auteurs eurent le temps de faire quelques révisions et le directeur de la revue *Études internationales*, mon collègue Gordon Mace, accepta de me laisser monter ce numéro spécial et ce, malgré le court laps de temps. Je voudrais donc le remercier, ainsi que Claude Basset et Nathalie Caron, de m'avoir aidé à mener à bien ce projet dans de telles circonstances. Je remercie aussi mes auxiliaires de recherche à la Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale, Julie Gagné et Jean-Christophe Boucher, pour leur assiduité.

Les contributions à cette édition spéciale de la revue *Études internationales* ont donc pour but d'analyser certaines des problématiques soulevées par les attentats du 11 septembre dans une perspective canadienne. Tout d'abord, Andrew F. Cooper étudie le plan d'action du gouvernement canadien immédiatement après le 11 septembre. Il avance, avec raison, qu'avec le « choc de l'inconnu » se trouvait aussi dans la réponse canadienne « un certain air de déjà-vu ». Cooper démontre comment ce qui est appelé « l'enjeu principal » (*the main game*) de la politique étrangère canadienne a changé dans les mois

qui ont suivi le 11 septembre, le gouvernement cherchant en quelque sorte à trouver une solution rapide au problème de l'importance accrue des questions de sécurité. Ainsi, comme le démontre Nelson Michaud dans son article sur l'importance de la souveraineté dans un monde supposément post-westphalien, les conséquences de la nouvelle quête intensive de sécurité des Américains influenceront sur la souveraineté étatique de tous les pays de la scène internationale, ce qui représente un défi particulier pour le Canada étant donné notre proximité avec les États-Unis. Cependant, Michaud affirme que le choix entre « sécurité » et « souveraineté » n'est pas nécessairement aussi manichéen qu'on le croit.

Stéphane Roussel continue cette réflexion et établit des liens entre les préoccupations actuelles des États-Unis en matière de sécurité et la situation qui prévalait à la fin des années 1930 et au début des années 1940, alors que les Américains s'inquiétaient des effets de la détérioration de la situation à l'échelle planétaire sur leur sécurité. Toutefois, comme le souligne Roussel, les conséquences de l'inquiétude des Américains par rapport à leur sécurité, surtout en temps de guerre, sont généralement assez lourdes pour l'autonomie et la souveraineté du Canada durant la crise. Le gouvernement de George W. Bush semble avoir été généralement plus attentif aux efforts du Canada durant la « guerre au terrorisme » que ne l'a été l'administration de Franklin D. Roosevelt de 1941 à 1943 ; il serait possible d'affirmer que la raison fut la gravité extrême de la menace qui pesait sur les Américains en 1940. Le Canada a pu, par contre, retrouver son autonomie après le passage de la crise.

Une des hypothèses centrales à propos de la politique canadienne post-11 septembre suggère qu'il existe un lien général entre les politiques et l'attitude du gouvernement à Ottawa et l'attitude et les croyances des Canadiens. Dans son article, Evan H. Potter étudie ces comportements en se servant de données en provenance de sondages effectués durant les « années Chrétien », soit de 1993 à 2002. Il trouve des différences importantes dans la façon dont les Canadiens considèrent les relations internationales, bien que sa conclusion générale indique que « les Canadiens ne sont pas sûrs de la façon dont le Canada peut s'y prendre pour effectivement faire une différence sur la scène internationale ». De plus, ils ne semblent pas s'entendre sur la somme d'argent qu'ils sont prêts à payer pour soutenir les initiatives de leur pays. Le budget de décembre 2001 du gouvernement libéral fait place à de fortes augmentations en matière de sécurité, tandis que des augmentations beaucoup moindres sont prévues pour la Défense et l'aide au développement international. Il y a très peu de pression en provenance de l'opinion publique pour modifier ces orientations budgétaires.

De telles inquiétudes par rapport à la situation canadienne dans le monde auront sans aucun doute une grande influence sur les questions de politique étrangère étudiées par Jean-Sébastien Rioux et Paul Gecelovsky dans leurs articles. Les questions de sécurité supplanteront-elles effectivement les questions de développement ? Le Nouveau partenariat pour le développement

de l'Afrique (NEPAD), une initiative du gouvernement Chrétien, sera un test pour cette question. En effet, le Premier ministre espérait obtenir des appuis à son initiative au sommet du G-8 à Kananaskis, afin de donner un nouveau souffle aux efforts de la communauté internationale en matière d'aide au développement orientée spécialement vers l'Afrique. Malheureusement, comme l'affirme Jean-Sébastien Rioux dans son article, l'attention des décideurs américains est indubitablement tournée ailleurs. De plus, Rioux souligne qu'il y a des handicaps structurels sérieux au sein même du Canada, qui pourraient empêcher des progrès significatifs dans ce domaine. Parmi ces handicaps, on peut noter le refus persistant des décideurs canadiens à concentrer les allocations de fonds sans cesse déclinantes consacrées à l'aide au développement par le gouvernement canadien durant les années 1990. Plusieurs facteurs pourront mettre en péril le projet du NEPAD dans le contexte actuel de « l'après-11 septembre ».

Paul Gecelovsky, pour sa part, avance la proposition que dans notre propre hémisphère, le gouvernement Chrétien avait fermement pris position en faveur d'une approche multilatéraliste en matière de libre-échange bien avant le 11 septembre 2001. Les Libéraux sont arrivés au pouvoir avec des antécédents on ne peut plus clairs : ils se sont opposés à l'Accord de libre-échange canado-américain pendant les élections de 1988 et à l'ALÉNA lors des élections de 1993. Peut-être pour mettre fin à cette « mauvaise séquence », le gouvernement Chrétien s'est montré très favorable à l'idée d'une *gran familia* mise de l'avant dans la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Cet enthousiasme a connu son apogée au Sommet de Québec en 2001. Gecelovsky démontre que, même si le gouvernement canadien continue à appuyer ce processus, le 11 septembre pourrait marquer la fin de la ZLÉA, l'attention de l'administration Bush et du Congrès étant résolument tournée vers d'autres questions. Le sommet de Quito sera un des premiers tests de cette proposition.

La situation actuelle est par conséquent teintée d'ironie : les Canadiens, tout comme leur gouvernement, semblent intéressés à jouer un rôle d'une importance accrue au sein de la communauté internationale, mais ils ne veulent pas défrayer les sommes nécessaires pour réaliser ce vœu. Par ailleurs, ils demeurent attachés au concept de multilatéralisme, dont l'influence sera peut-être appelée à décliner au cours de la prochaine décennie, tandis que le pouvoir des États-Unis ne cessera de croître. Fidèles à cette approche, les Canadiens croient toujours à la pertinence de concevoir le Canada comme gardien de la paix mondiale, un rôle datant de la guerre froide. Cette série d'articles comporte donc des réflexions très pertinentes pour le Canada et son rôle international dans les années à venir.

Jean-Sébastien Rioux
Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale
IQHEI, Université Laval